

ÉMWELT / AVIS

PHOTO : SIMON HOFFMANN



Visite des activistes de Greenpeace et des représentant·es des peuples autochtones Otacir Pereira Figueredo, Dinamam Tuxá, Lauana Kaingang et Fabiano Awá Mitá (de g. à d.) à la Chambre des députés, le lundi 8 septembre.

VISITE AUTOCHTONE AU LUXEMBOURG

« Nous sommes la réponse »

María Elorza Saralegui

À deux mois du début de la COP30, une délégation autochtone a visité le Luxembourg. Parmi les revendications qu'elle relaie : une place à la table des négociations et la reconnaissance du fait que la protection de l'environnement va de pair avec le respect des droits des peuples indigènes.

Ce dimanche soir, la table à laquelle s'assoient quatre représentant·es des peuples autochtones du Brésil n'est pas encore une table de négociations. Face à une trentaine de personnes issues, pour la plupart, de la société civile luxembourgeoise, les leaders autochtones représentent divers peuples indigènes du Brésil, notamment issus de l'Articulation des peuples autochtones du Brésil (Apib). Lors de cette conférence du 7 septembre organisée par Greenpeace, les quatre lancent un appel de soutien aux dirigeant·es et citoyen·nes luxembourgeois·es : respectez nos droits, contribuez à la fin de la déforestation d'ici 2030 et incluez-nous dans les négociations sur l'avenir de la planète.

Face aux crises du climat et de la biodiversité, les peuples autochtones apportent la solution, déclare, la

voix claire, Dinaman Tuxá, leader du peuple tuxá, avocat et coordinateur exécutif de l'Apib, association fondée il y a 20 ans par des indigènes : « Mais on ne peut y arriver tout seuls. » À quelques mois du commencement de la trentième conférence climatique des Nations unies, le 10 novembre, à Belém, ville amazonienne dans le nord du Brésil, l'heure est à l'urgence. Des régions telles que l'Amazonie, mais aussi le Cerrado ou le Pantanal, continuent à être exploitées, dénoncent les représentant·es. « Si un biome disparaît, les autres vont disparaître aussi », poursuit Luana Kaingang, leader du peuple Kaingang.

À ce jour, environ 17 pour cent de l'Amazonie, refuge de plus de dix pour cent des espèces de faune et de flore connues sur terre et de 34 millions de personnes, dont 390 peuples autochtones, a été déforestée. Un rapport de Greenpeace publié ce mois-ci indique que l'écosystème approche un point de non-retour, à partir duquel la forêt perdra la capacité de générer sa propre humidité. Certaines régions sont déjà des sources nettes d'émissions en raison des incendies, de l'extraction illégale de minerais et des dérives de l'agro-industrie – res-

ponsable de la majorité de la déforestation. Parmi les entreprises visées par les critiques se trouve le géant des producteurs de viande JBS, propriétaire de plusieurs holdings au Luxembourg et en ligne de mire d'organisations comme Global Witness pour violations des droits humains (woxx 1834). L'étape de la délégation autochtone à Luxembourg, dans un voyage qui inclut des réunions à Paris, Bruxelles, Berlin et Amsterdam, ne surprend donc guère.

En première ligne

Déjà en 1992, année du sommet de la Terre à Rio, les communautés amazoniennes notaient « les pluies qui diminuent, les sécheresses de plus en plus prolongées et le manque de nourriture », rappelle le coordinateur Tuxá lors de la conférence. Plus de trois décennies plus tard, dans le territoire autochtone de Kaxuyana Tunayana, dans le nord de l'État du Pará, qui accueillera la COP30, la rivière est à sec depuis plus de six mois. Aux catastrophes climatiques s'ajoute la contamination industrielle, détaille Otacir Pereira Figueredo, chef autochtone terena, auprès du woxx. « Nos rivières sont



Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte

Type de marché : travaux

Date limite de remise des plis :
14/10/2025 10:00

Intitulé :

Soumission relative aux travaux de peinture dans l'intérêt de la maintenance de la maison du Savoir à Esch-Belval.

Description :

Travaux de peinture

Critères de sélection :

Les conditions de participation sont précisées dans les documents de soumission.

Conditions d'obtention du dossier :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :

La remise électronique des offres sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant la date et heure fixées pour l'ouverture.

N° avis complet sur pmp.lu : 2502215

polluées par les pesticides de l'agro-industrie. Les problèmes de santé sont nombreux. Les femmes, par exemple, font de nombreuses fausses couches et nos enfants naissent avec des déformations fœtales », indique-t-il.

Tant au Brésil qu'à Bruxelles, les droits et vies des personnes autochtones se trouvent de plus en plus menacés, et ce directement par les politiques européennes. « L'arrivée du président Lula a amélioré le dialogue entre nous et le gouvernement », explique Tuxá. Or, les attaques contre les droits constitutionnels des peuples autochtones s'intensifient, et une nouvelle loi brésilienne menace d'ouvrir les territoires autochtones à l'exploitation des entreprises sans le consentement des personnes concernées. De son côté, la Commission européenne a approuvé le 3 septembre un accord commercial entre l'UE et le bloc Mercosur, composé de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay.

GÉORGIE

« Une petite dictature tranquille »

Fabien Grasser

Ressuscité en mars 2023 et négocié en toute opacité (woxx 1727 et woxx 1816), l'accord n'inquiète pas seulement le secteur de l'agriculture luxembourgeoise (woxx 1822). Alors que le premier ministre Luc Frieden (CSV) a affirmé son soutien à celui-ci lors de son discours sur l'état de la nation, tant les peuples autochtones que les organisations environnementales dénoncent des conséquences « désastreuses ». Entre autres, l'accord omet « l'élément crucial » du consentement des peuples autochtones obtenu sans coercition ni intimidation, critiquent les représentant·es de l'Apib. Les taux de déforestation dans la région du Mercosur pourraient augmenter d'au moins cinq pour cent par an, dénoncent-ils. « Le tout pour permettre de vendre plus en Europe », assène Tuxá. « Nous comprenons qu'il y a des intérêts de tous les côtés, mais cet accord met en péril nos territoires. Ça va nous toucher profondément », ajoute Pereira.

Soutien en dépit de profit

Les ONG avertissent sur l'incompatibilité de l'accord avec les objectifs climatiques et le règlement européen sur la déforestation (RDUE), qui vise la traçabilité de certains produits. Ce dernier entrera finalement en vigueur le 30 décembre 2025, après avoir été reporté et affaibli par le Parti populaire européen ainsi que par la ministre de l'Agriculture, Martine Hansen (CSV), au nom de la réduction de la charge administrative pour les entreprises (woxx 1812 et woxx 1846). « L'impact de nos importations n'est pas uniquement écologique et climatique : il est aussi associé à de graves problématiques de travail forcé et infantile et de violations des droits humains », rappelle le récent rapport de Greenpeace. Depuis 2012, environ 2.000 personnes ont été tuées en raison de leur travail de défense de l'environnement. Selon Global Witness, plus d'un tiers appartenait à des peuples autochtones. Financées par les grandes multinationales, les violences se sont systématisées, condamne Tuxá lors de la conférence : « Hier [samedi 6 septembre], un autre dirigeant guarani a été assassiné dans l'État du Mato Grosso do Sul. »

Entre réunions avec des député·es à Bruxelles, formations en amont de la COP30 et préparatifs pour une

COP indigène en parallèle à l'officielle, l'Apib a demandé aux ministres luxembourgeois·es de rejeter l'accord UE-Mercosur lors du vote au Conseil européen d'ici la fin de l'année. « Le gouvernement luxembourgeois ne peut pas se contenter de belles paroles. S'il veut être crédible dans sa diplomatie climatique, il doit s'opposer fermement à l'accord UE-Mercosur et défendre un RDUE ambitieux, avec des moyens suffisants pour son application », souligne à son tour Martina Holbach, chargée de campagne à Greenpeace.

En première ligne de la défense des forêts et d'autres écosystèmes, les peuples autochtones réclament que la COP30 rappelle l'importance de ces milieux. Pourtant, « on n'est pas écoutés », dénonce la délégation. À peine écoutés, à peine financés : bien qu'ils gèrent globalement 36 pour cent des forêts préservées, seul un pour cent du financement mondial arrive directement aux peuples autochtones et communautés locales. Pour Pereira, il y a là une contradiction : « De la même façon que l'homme travaille et perd sa santé pour gagner de l'argent, puis doit dépenser cet argent afin de récupérer sa santé, [on] gagne de l'argent en exploitant la nature, puis [on] paye pour tenter de la restaurer. »

Les délégué·es réclament l'inclusion de représentant·es autochtones durant les négociations climatiques et espèrent convaincre des politiques d'introduire leurs revendications dans les contributions du Brésil à l'accord de Paris. « Il faut éviter que la COP30 devienne un espace de publicité pour les politiques. Nous réclamons un vrai moment de réflexion pour protéger la nature », affirme Pereira. La démarcation des territoires autochtones devrait ainsi être une des propositions considérées comme au cœur des solutions, afin de lutter contre la crise climatique. « Nous sommes la réponse », annonce en effet la dernière campagne de l'Apib. Pour l'instant, les peuples autochtones ont obtenu 50 accréditations pour participer aux tables de négociations lors du sommet climatique. Ils ne cesseront de faire entendre leurs voix : « La COP30 se tiendra sur notre territoire. Nous n'accepterons pas que les discussions aient lieu sans consultation préalable et sans que notre autorité en matière de climat soit dûment prise en compte. »

Le journaliste français Clément Girardot signe « Géorgie, l'étreinte du Caucase », un ouvrage dans lequel il analyse la crise que traverse ce pays gouverné par Rêve géorgien, un parti prorusse, dont la politique se heurte aux aspirations proeuropéennes du peuple géorgien. Au-delà de l'actualité immédiate, l'auteur raconte aussi la diversité et l'hospitalité d'un pays auquel il est profondément attaché.

La Géorgie est à nouveau en ébullition. Depuis la tenue d'élections législatives frauduleusement remportées par le parti prorusse Rêve géorgien, en octobre 2024, la colère gronde. Pour tenter de faire taire la contestation populaire menée par la société civile, le pouvoir réprime brutalement les manifestations, arrête et emprisonne ses opposant·es. Au cœur de la contestation figure la rupture des négociations d'adhésion avec l'Union européenne, seule perspective désirable aux yeux d'une majorité de Géorgien·nes.

Le journaliste français Clément Girardot, correspondant dans le Caucase pour le woxx et des médias internationaux, a été expulsé en février du pays, où il vivait de façon permanente. Comme d'autres journalistes européens refoulés, il estime payer le prix de sa couverture des manifestations antigouvernementales, les autorités ne lui ayant notifié aucun motif pour son expulsion.

Dans « Géorgie, l'étreinte du Caucase », écrit avant son expulsion et paru au printemps dernier, Clément Girardot analyse les crises politiques qui déstabilisent ce petit pays de 3,5 millions d'habitants depuis son indépendance, en 1991. Il y raconte aussi une autre Géorgie, faite d'hospitalité et de tolérance. Une Géorgie aux mille facettes géographiques, historiques, culturelles, religieuses et... culinaires. Un pays que l'on a envie de découvrir au fil d'un récit plaisant à parcourir et ponctué d'anecdotes personnelles.

woxx : « Géorgie, l'étreinte du Caucase » est un livre qui veut porter un regard à la fois « éclairé et intime », allant au-delà de la simple

analyse de la situation politique actuelle. Pourquoi cela ?

Clément Girardot : Il y a une dimension plus personnelle. Je suis allé la première fois en Géorgie en 2010, j'y ai habité en 2012 et 2013 et je m'y suis installé de façon plus stable en 2018. Mon épouse est géorgienne et j'y ai donc ma belle-famille, ainsi que beaucoup d'amis, de gens que je connais. J'ai aussi un rapport émotionnel avec ce pays.

« Les Géorgiens ne sont pas stupides : ils savent que l'adhésion à l'UE n'est pas pour demain. C'est davantage un idéal, une aspiration. Ce qui compte pour eux, c'est de savoir sur quelle route s'engage leur pays. »

Vous écrivez que, depuis la chute de l'URSS, la Géorgie vit dans un entre-deux : pas vraiment une démocratie, pas vraiment une dictature. Mais la répression s'est accrue ces derniers mois contre les manifestations, l'opposition, la société civile et les journalistes. N'est-on pas à un tournant ?

À la fois oui et non. En termes de nombre de gens arrêtés et de procès, il n'y a jamais eu de répression aussi forte depuis l'indépendance, en 1991. Dans le même temps, le pouvoir se fixe des lignes rouges. Personne n'a été tué et les gens ne sont pas torturés en prison, comme c'est le cas en Biélorussie. Le 6 août s'est tenu le procès de la journaliste Mzia Amaghlobeli. Elle a été condamnée à deux ans de prison ferme, et c'est la première fois qu'une journaliste est emprisonnée en Géorgie. La répression est constante, mais maintenue dans certaines limites pour ne pas générer de manifestations trop grandes en Géorgie et ne pas provoquer de répercussions trop importantes sur la scène internationale.



Deux manifestantes protestent contre l'élection controversée du nouveau président par le parlement géorgien, à Tbilissi, le 22 décembre 2024.

PHOTO : DAVID MIZNARSHVILI/PA

Pour l'instant, il n'y a pas d'émigration massive des opposants, la plupart de ceux que je connais sont toujours en Géorgie, même si certains sont partis.

Les manifestations dénoncent la fraude électorale, mais surtout la rupture avec l'Union européenne. Ce dernier point est-il central ?

La fraude aux élections a créé un choc, mais les manifestations ont réellement commencé quand le premier ministre a annoncé que le pays se retirait des négociations d'adhésion à l'UE, ouvertes en 2023. Tout le monde savait bien que ces négociations ne menaient nulle part, et il aurait très bien pu s'abstenir de faire cette déclaration. L'UE avait ouvert les négociations dans le sillage de l'Ukraine et de la Moldavie, en raison du contexte géopolitique exceptionnel. Le processus avait été lancé suite aux demandes de la présidente proeuropéenne Salomé Zourabichvili et de la société civile. Le gouvernement y était allé à reculons, avec beaucoup de mauvaise volonté.

Il avait néanmoins affirmé que les négociations reprendraient en 2028.

En réalité, ils s'en fichent de ce que pense l'UE, puisqu'ils consacrent une bonne partie de leurs discours à faire du bashing intense contre elle. Mais ils veulent ménager l'opinion publique, car ce serait trop impopulaire de dire qu'ils sabordent définitivement les négociations. De la même manière, ils n'ont jamais dit ouvertement qu'ils sont prorusses. Ils sont toujours dans des positions très alambiquées. Le sous-texte, c'est quand même qu'ils sont prorusses et antieuropéens.

Quand l'oligarque Bidzina Ivanichvili a fondé Rêve géorgien en 2011, il était proeuropéen. Un moment déterminant dans le basculement vers Moscou semble avoir été l'invasion de l'Ukraine en 2022.

En réalité, ça a commencé dès les élections de 2020, où Rêve géorgien était déjà passé en force, ce qui avait provoqué des manifestations. Ses dirigeants avaient finalement accepté la médiation de l'UE, mais ça avait été long et difficile. On sentait à l'époque qu'ils l'avaient accepté pour se donner le temps de bien verrouiller les choses, afin que ce soit plus facile quatre ans plus tard. Ils sont cependant accusés

d'ambivalence depuis le début en raison de l'origine de la fortune de Bidzina Ivanichvili, qui travaille beaucoup en Russie. À sa fondation, Rêve géorgien coalisait beaucoup de mouvements, de personnes aux idéologies très différentes, dont des nationalistes prorusses. Mais ils étaient très marginaux dans le mouvement, avant que les proeuropéens ne quittent progressivement le parti ou le gouvernement.

Pour tout le monde, il semble évident que Bidzina Ivanichvili, qui figure parmi les plus grandes fortunes mondiales, dirige toujours le pays, même s'il n'est plus officiellement aux manettes.

C'est vraiment lui qui fait la pluie et le beau temps en Géorgie. Il a par exemple remis au goût du jour la loi sur les agents de l'étranger, alors qu'elle avait été enterrée en 2023. Ça n'a pas plu à tous les membres de son parti. Mais soit on est avec lui, soit on est contre lui. L'ancien premier ministre a ainsi disparu de la circulation, alors qu'il n'avait pas pleinement soutenu cette loi. Bidzina Ivanichvili s'est entouré d'un cercle de bénoui-oui, dont le premier ministre actuel, Irakli

Kobakhidzé. On sait qu'il a beaucoup de business en Russie. Il est également à l'origine d'une loi sur le rapatriement des biens off-shore sans taxe. Fin 2024, des données ont montré que, le concernant, il s'agissait surtout de tableaux qui valent plusieurs dizaines de millions d'euros.

La perspective d'une adhésion à l'UE est-elle définitivement enterrée ?

Les Géorgiens ne sont pas stupides : ils savent que l'adhésion à l'UE n'est pas pour demain. C'est davantage un idéal, une aspiration. Ce qui compte pour eux, c'est de savoir sur quelle route s'engage leur pays. Pour décrire la situation, un manifestant m'avait dit : « On est dans un train en direction de Madrid et tout d'un coup il y a un gros coup de frein et la locomotive prend la direction d'Astana. » Malgré les hauts et les bas, les Géorgiens avaient plus ou moins l'impression que leur pays progressait ces dernières années. Même pendant les premières années de pouvoir de Rêve géorgien, les liens avec l'UE s'étaient rasserrés. D'un côté, les Géorgiens savent qu'ils n'ont jamais été aussi proches de leur

aspiration et, de l'autre côté, ils sont kidnappés par un gouvernement qui va tout faire pour ne pas assouvir celle-ci. La Géorgie est un pays excentré, qui a toujours été tiraillé entre différents empires et qui est toujours en partie occupé par la Russie. Face à la question de savoir quel avenir pourrait leur promettre leurs voisins immédiats que sont la Russie, l'Iran et la Turquie, les Géorgiens tournent forcément leurs regards vers l'Occident.

En 2024, la Géorgie a adopté une loi sur « l'influence étrangère » et une autre restreignant les droits LGBTIQA+, calquées sur celles en vigueur en Russie. Est-ce le signe d'une allégeance de plus en plus décomplexée vis-à-vis de Moscou ?

Rêve géorgien a un peu modifié le credo de sa propagande en s'inscrivant davantage dans le sillage de Trump, même si ça ne fonctionne pas. Chaque problème est désormais expliqué par la théorie du complot de l'État profond. Ils ont mis la loi sur les agents étrangers à la poubelle et l'ont remplacée par une autre qu'ils disent être la copie conforme du FARA américain (Foreign Agents Registration Act datant de 1938, ndlr). Pour l'instant, elle n'est pas encore appliquée, mais certaines ONG pâtissent déjà du climat devenu beaucoup plus compliqué pour travailler en Géorgie. L'ONG qui me soutient légalement suite à mon expulsion va par exemple devoir restreindre ses activités. Mais le gouvernement géorgien n'est pas seul responsable, c'est aussi lié aux coupes budgétaires dans l'USAID, décidées par Trump.

Vous relevez la défiance des Géorgien·nes vis-à-vis de la classe politique. Vous dites que les manifestations ne soutiennent pas une orientation précise des politiques publiques, mais des valeurs et des idéaux, comme la liberté et la démocratie. Une offre politique à même d'inverser le cours des choses peut-elle naître sur ce terrain ?

Les Géorgiens sont bien en peine de dire quel est leur leader d'opposition préféré. Après les élections du 24 octobre, la présidente et son parti ont pris laborieusement deux ou trois se-

maines pour faire une déclaration et dire quelle est leur stratégie. Personne n'est venu manifester le jour de l'inauguration du nouveau parlement. C'est bien quand le premier ministre a annoncé qu'il coupait les ponts avec l'UE que les gens sont sortis dans la rue. Jamais on n'a vu les leaders de l'opposition mener ces manifs, même si certains étaient présents ou ont été arrêtés en marge des cortèges. Les Géorgiens et les politiques, ce sont un peu deux mondes parallèles...

Pourquoi ce fossé ?

Ce n'est pas propre à la Géorgie. On parle de crise de la représentativité dans beaucoup de pays d'Europe de l'Ouest. C'est plus grave en Géorgie, car les partis politiques sont une sorte d'activité entrepreneuriale. Ils sont liés à des personnes, elles-mêmes liées à des groupes d'affaires. Les partis n'ont pas vraiment de base électorale ni idéologique, si ce n'est le nationalisme, que tous partagent plus ou moins. La politique est une affaire de clans. Comme il faut de l'argent pour se lancer, la plupart de ceux et celles qui le font demeurent dans les sphères du business. Bien que truqués, les résultats des élections d'octobre reflètent tout de même la très forte dichotomie entre villes et campagnes. Est-ce qu'on a vu, lors des dernières élections, les politiciens de l'opposition se rendre dans les campagnes ? Non ! On peut bien sûr jeter la pierre à ces pauvres paysans, mais il n'y a personne qui va les voir pour leur donner un autre son de cloche que celui du pouvoir en place. Les politiques restent dans des milieux élitistes à Tbilissi, la capitale. Certains dirigeants de l'opposition, à l'image de Salomé Zoubachvili, se sont mis en scène en allant voir Trump au moment de son investiture. Ils attendaient une sorte de deus ex machina qui viendrait leur apporter la solution pour la Géorgie. Mais personne n'est allé voir les électeurs des quartiers périphériques ou des zones rurales. Beaucoup de gens sont désabusés et n'ont confiance ni dans le parti au pouvoir ni dans l'opposition. La mobilisation bute sur cette désaffection entretenue par le pouvoir. Il y a des citoyens engagés, mais qui n'ont pas vraiment de relais dans les partis et

qui ont eux-mêmes des difficultés à s'organiser, à planifier leur action. On en reste souvent à des réactions purement émotionnelles. Il y a tant de manifestations, mais rien ne se structure.

« Beaucoup de gens sont désabusés et n'ont confiance ni dans le parti au pouvoir ni dans l'opposition. La mobilisation bute sur cette désaffection entretenue par le pouvoir. »

Vous décrivez une situation économique difficile. Pourtant, il n'y a aucune revendication sociale dans les manifestations. Pourquoi cela ?

C'est plutôt rare, et c'est aussi le cas dans d'autres pays postsovietiques, car la thématique sociale est associée à l'ère soviétique. Il y a pourtant un mécontentement social qui se mesure à longueur de sondages. Les problèmes sont le manque d'emploi et la pauvreté. Mais que cela soit au niveau de l'entreprise ou du pays, les gens ne croient pas vraiment au combat collectif. Il n'y a pas de structures qui peuvent accueillir ces combats. Les nouveaux syndicats qui se créent ne rassemblent pas plus de quelques centaines de personnes. Ceux qui sont établis sont très légitimistes, ils n'ont jamais enclenché de mouvement de masse. Lancer une grève générale est par exemple tabou. L'une des échappatoires est l'immigration, qui est la soupe de ces frustrations sociales. La plupart des gens qui émigrent sont en précarité et vont avoir une situation un peu meilleure en Europe, aux États-Unis ou en Russie. Ce sont surtout les femmes qui migrent. La mobilisation sociale est difficile, car l'opinion a été biberonnée au néolibéralisme, dans l'idée que la pauvreté est une responsabilité individuelle.

En parallèle de cette Géorgie traversée par les crises, vous décrivez un pays aux mille facettes géographiques, culturelles, religieuses, linguistiques et... culinaires. En

Géorgie, dites-vous, l'invité, l'étranger, est considéré comme « un cadeau de Dieu ».

Au niveau historique, différentes religions ont cohabité en paix en Géorgie. Le pays n'a par exemple jamais été le théâtre de violences antisémites. Il y a eu des événements isolés, mais il n'y a pas eu de pogroms généralisés comme dans beaucoup de pays d'Europe de l'Est. Différentes obédiences chrétiennes et musulmanes y cohabitent sans violences interconfessionnelles. Quand les Géorgiens ont un invité, ils se mettent vraiment en quatre à sa place pour lui offrir le maximum. Même si tu n'as rien demandé, ils vont dérouler le tapis rouge, te faire manger et te faire découvrir leur pays. Quand tu arrives dans un village, il ne se passe pas longtemps avant que tu ne sois invité chez quelqu'un. C'est moins vrai dans les zones touristiques et dans les grandes villes, où chacun vit sa vie.

Comment voyez-vous l'avenir ?

Les manifs ont repris avec le procès de la journaliste Mzia Amaghlobeli et l'anniversaire du 8 août, commémorant l'attaque russe de 2008 en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Mais il est sans doute optimiste de croire que le régime va s'effondrer par ses propres contradictions ou commettre une erreur qui va mobiliser des centaines de milliers de manifestants. Ce qu'il veut, c'est avoir une petite dictature tranquille. Le gouvernement va essayer de rester au pouvoir par tous les moyens. Je pense qu'on va demeurer dans cet entre-deux.

« Géorgie, l'étreinte du Caucase » de Clément Girardot, paru en avril 2025 dans la collection « L'âme des peuples » aux éditions Nevicata.